

Vidia Moonegan, président de Business Mauritius : « La reprise de l'économie sera un lent et long processus »

■ Un mois déjà depuis que le pays est en confinement. Quel impact le prolongement du couvre-feu aura-t-il sur les entreprises ?

Les indicateurs macroéconomiques affichent une décroissance, un taux de chômage élevé et une hausse de l'inflation, entre autres conséquences. Il faudra des années avant de retrouver les niveaux de l'avant-COVID-19. L'Organisation internationale du travail a annoncé qu'hormis les 30 millions d'emplois perdus au premier trimestre, 195 millions d'emplois supplémentaires s'ajouteront à ce chiffre pour le deuxième trimestre.

La chute d'une entreprise peut engendrer la faillite d'autres firmes. La protection des entreprises signifie protéger les emplois et par ricochet les salariés. Le confinement a causé de sérieux dommages. Ces dégâts sont d'ailleurs fatals pour certaines entreprises. Nous devons rapidement remporter cette guerre sanitaire afin de relancer l'économie.

■ Pourquoi est-il important de préparer dès maintenant ce plan pour

l'après-confinement ?

Nous devons passer de la réactivité à une approche stratégique. Au vu des connaissances limitées à propos du COVID-19, nous devons être agiles pour ajuster nos plans et objectifs au fur et à mesure. Le gouvernement, les entreprises, les syndicats et la population doivent travailler ensemble afin de minimiser l'impact socio-économique sur notre pays. Il est urgent de prendre des mesures efficaces pour les secteurs les plus impactés.

Trois points sont importants, en l'occurrence : la continuité des entreprises, l'équité et l'impact socio-économique. Plusieurs facteurs doivent donc être pris en considération pour l'élaboration du « plan de déconfinement ». Il y a le maintien des mesures de précaution, l'ouverture des écoles, le travail à domicile, la décision sur les secteurs qui peuvent reprendre leurs activités en toute sécurité ou encore l'ouverture de nos frontières.

■ Faut-il une feuille de route différente pour chaque secteur par rapport à l'impact du COVID-19 ?

Nous pensons qu'il est important d'avoir non seulement des mesures intersectorielles mais aussi celles spécifiques à chaque secteur. Une seule feuille de route ne sera ni suffisante ni adéquate pour tous les secteurs. Le tourisme, le secteur manufacturier (notamment les entreprises exportatrices) et la construction sont les secteurs les plus impactés. D'autres secteurs, comme le Business Process Outsourcing, seront également touchés, mais dans une moindre mesure. L'exportation de biens et de services est essentielle à l'obtention de devises étrangères. Des programmes spéciaux sont nécessaires pour les petites et moyennes entreprises. Dans la foulée, nous devons explorer toutes les synergies et opportunités au sein de l'écosystème économique dans son ensemble pour établir de nouvelles chaînes d'approvisionnement. La reprise de notre économie sera un lent et long processus.

■ Doit-on s'attendre à un déconfinement graduel à compter du 5 mai, sachant, par exemple, que



la France a prolongé son couvre-feu jusqu'au 11 mai ?

Notre première priorité est la santé et la sécurité de nos employés. Sauver des vies et sauver des moyens de subsistance vont de pair. Le confinement imposé par les gouvernements consistait à gagner du temps pour renforcer la capacité des hôpitaux à prendre en charge les patients infectés. Le but était également d'augmenter la capacité de dépistage et de recherche des contacts, tout en s'assurant que nous avons suffisamment de masques et de désinfectants. La décision et le moment de mettre fin au confinement dépendront non seulement de notre volonté à atteindre ces objectifs mais aussi d'une éventuelle tendance à la baisse du nombre de cas positifs.

Propos recueillis par
Fabrice Larétif